

# **Recueil des Actes Administratifs**

**TOME 2/7**

**Juin 2015**

## Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
Du 18 juin 2015**

**Marché de service à procédure adaptée pour  
l'entretien du vignoble du Mas Nouguier - N°5B0055**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Christophe COUR.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien du vignoble de l' Agriparc du Mas Nouguier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 15 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, non allotis pour une durée de 1 an à compter de la notification.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - o Valeur technique 60 %
  - o Prix 40 %
- qu'après analyse, l'établissement suivant a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
  - o ESAT « Les Compagnons de Maguelone », sise Atelier du Prévost, 34250 Palavas les Flots

**Décide en conséquence :**

- de confier le marché 5B0055 précité à l'entreprise ESAT Les Compagnons de Maguelone, pour un montant minimum de 0 € et maximum de 85 000 € HT .
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2015 de la Ville , section de fonctionnement 928 et section d'investissement 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/5/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR,**



Publiée le : 13/5/2015  
Notifiée le :



**Marché travaux et maintenance d'arrosage des sols  
sportifs et éducatifs  
n°5B0005**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux et de la maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de un an à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DEBART IRRIGATION sise, 942 rue de l'Industrie 34070 Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION pour un montant maximum de 74 400 € HT, pour une période d'un an.
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2015 :  
Section Investissement : Nature 2113 –fonction 90412  
Section fonctionnement : nature 61521 – fonction 92412
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/05/2015

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 11/05/2015  
Notifiée le :



**Ville de MONTPELLIER / Nassim MOYA**  
**Responsabilité pénale pour dégradation de biens**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le 23 juin 2014, des policiers municipaux ont déposé plainte à l'encontre de Nassim MOYA en raison de violences commises envers eux par des jets de pierres occasionnant le bris de vitre de leur véhicule,
- Que la Procureur a engagé des poursuites à l'encontre du prévenu,
- Que la Ville de MONTPELLIER entend demander réparation du préjudice subi dans le cadre de la procédure,
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SARL GOUPIL ET**  
**YSENGRIN**  
**Recours en suspension et annulation contre les arrêtés**  
**préfectoraux de cessibilité n° 2015-I-009 et n°2014-I-**  
**701**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté n° 2014-I-701 du 5 mai 2014, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau Saint Roch et cessibles les terrains nécessaires à sa réalisation.
- Que par un second arrêté n°2015-I-009 du 12 janvier 2015, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré cessible la parcelle située au 1 rue Leenhardt (parcelle EV 287).
- Que la SARL GOUPIL ET YSENGRIN a formé un recours en référé suspension auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 20/03/15 sous le n° 1501629-5 et un recours en annulation, le 20/03/2015 sous le n° 1501624-5.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

## **Cotisation à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R du 4 mai 2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;

**Considérant :**

- Que l'association Architecture et Maîtres d'ouvrage (AMO) - Languedoc-Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région.
- Que cette association organise notamment des rencontres, des journées nationales, et des voyages tout au long de l'année.
- Que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations à fort enjeu architectural et urbain.

**Décide en conséquence :**

- De confirmer l'adhésion de la Ville à l'association AMO LR pour un montant de 800 € pour l'exercice 2015.
- D'accepter le versement de la cotisation 2015 à l'association AMO LR.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 800 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville au chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015

Notifiée le :

## RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE

### AFFAIRE MILHAU

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

#### Considérant :

- Que Monsieur MILHAU a été victime d'un accident le 17 juin 2013 place Albert 1er.
- Que Monsieur MILHAU impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

#### Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété SCI Résidence les Escholiers**  
**240 avenue de Lodève**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 exécutoire le 4 mai 2015;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R) ;
- Vu la décision du 5 mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers située 240 avenue de Lodève et cadastrée section KY 463 ;
- Vu la décision du ~~12~~ mai 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- Vu l'estimation des services fiscaux du 15 avril 2015 ;
- Vu la demande de l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM).

**Considérant :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 4 mars 2015, la SCI Résidence les Escholiers a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier situé 240 Avenue de Lodève et cadastré section KY 463, au prix de 5.500.000 € plus 265.000 € d'honoraires de négociation ;
- que ce bien présente un intérêt pour la Ville de Montpellier afin de réaliser une résidence sociale par le biais de l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) à qui le bien sera en ce sens cédé ;
- que par décision du 5 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers située 240 avenue de Lodève ;
- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mener une politique locale de l'habitat ;

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI Résidence les Escholiers, située 240 Avenue de Lodève, cadastrée section KY 463, au prix de 5.500.000 € plus 265.000 € d'honoraires de négociation ;
- qu'ACM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

Montpellier, le **13 MAI 2015**



**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN**

Publiée le : **14/5/2015**  
Notifiée le :



**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à**  
**la Ville**  
**Aliénation de la propriété de la SCI Résidence les**  
**Escholiers - 240 avenue de Lodève**  
**Acceptation de la délégation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 exécutoire le 4 mai 2015;
- Vu la décision du 5 mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers située 240 avenue de Lodève et cadastrée section KY 463 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la demande de l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM).

**Considérant :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale;
- que le 4 mars 2015, la SCI Résidence les Escholiers a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier situé 240 Avenue de Lodève et cadastré section KY 463, au prix de 5.500.000 € plus 265.000 € d'honoraires de négociation;
- que ce bien présente un intérêt pour la Ville de Montpellier afin de réaliser une résidence sociale par le biais de l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) à qui le bien sera en ce sens cédé ;
- que par décision du 5 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers située 240 avenue de Lodève ;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI Résidence les Escholiers située 240 avenue de Lodève et cadastrée section KY 463, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 13/5/2015  
Notifiée le :

Montpellier, le 12 MAI 2015  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL





**30ème Comédie du Livre**  
**Partenariat Presse avec le Monde des Livres**  
**N° 5B0083**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise, du 28 au 31 mai 2015, la trentième édition de la Comédie du Livre et que cette manifestation a vocation à être valorisée au niveau national par des partenariats presse efficaces et pertinents, via des magazines spécialisés ;
- Que le *Monde des Livres* peut offrir des espaces publicitaires et des contenus éditoriaux de qualité ;
- Que ce contrat, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de partenariat presse avec le *Monde des Livres*, jointe en annexe, comportant notamment la publication d'un dossier spécial de quatre pages, pour un montant de 30 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 18.05.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 2.05.2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage  
pour l'extension du réseau de vidéoprotection urbaine  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 Mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

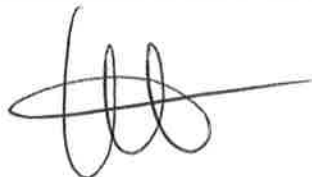
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Extension de la Vidéoprotection Urbaine ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 13 février 2015 pour un marché immatriculé 4C0042, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études L.M.INGENIERIE sis 8 Rue Léopold Sédar Senghor – 34830 Clapiers a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 200 000,00 Euros H.T. au bureau d'études L.M.INGENIERIE sur une durée de 48 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Nature : 617 – Chapitre 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **11/05/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : **22/05/2015**  
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une  
procédure adaptée pour les missions  
d'accompagnement "Montpellier Main Verte"  
N°4C0033  
Annule et remplace la décision N°2014/0360**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de proposer aux citoyens, un programme complet d'animations et de missions d'accompagnement dans le cadre de l'opération « Montpellier Main Verte »
- Qu'une procédure de consultation a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti, pour une durée de 6 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - o Références professionnelles : garanties et capacités humaines, techniques et financières (60%)
  - o Prix des prestations (40%)

qu'après analyse, il a été proposé :

- lot 1 : de déclarer infructueux ce lot car l'offre est économiquement inacceptable ;
- lot 2 : de retenir les associations Passe Muraille, 510 av de Barcelone 34080 Montpellier, APIEU 842, rue de la vieille poste 34000 Montpellier et ETAT des LIEUX 69, rue Savorgnan de Brazza 32070 Montpellier
- lot 3 : de retenir l'association Tela Botanica , 163 rue Auguste Broussonet 34090 Montpellier
- lot 4 : de déclarer ce lot infructueux, car l'offre est irrégulière ;
- lot 5 : de retenir les associations Passe Muraille, 510 av de Barcelone 34080 Montpellier, APIEU 842, rue de la vieille poste 34000 Montpellier et ETAT des LIEUX 69, rue Savorgnan de Brazza 32070 Montpellier

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte » aux associations suivantes, dans le cadre de marchés à bons de commande (4C0033), pour une durée de 6 mois :
  - o Lot 2 : les associations PASSE MURAILLE, APIEU, et ETAT DES LIEUX pour un montant minimum de 0 et maximum de 45 000 € HT

- Lot 3 : l'association TELA BOTANICA pour un montant minimum de 0 et maximum de 21 000 € HT
  - Lot 5 : les associations PASSE MURAILLE, APIEU, et ETAT DES LIEUX pour un montant minimum de 0 et maximum de 10 000 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville section fonctionnement 928.
  - D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :



**Cotisation pour l'année 2015 à l'association nationale  
des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de n° 2015/1973/T/R donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN Adjointe déléguée ;

**Considérant :**

- Que par délibération en date du 30 juin 2008, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion annuelle de la Ville à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH), et que par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé le versement de la cotisation à l'ANVPAH pour l'année 2014 ;
- Qu'il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'ANVPAH pour l'année 2015 ;
- Que le montant de la cotisation est fixé à 4500€ pour les villes de plus de 200000 habitants ;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter le versement de la cotisation 2015 à l'ANVPAH,
- de prélever le montant de la dépense sur le crédit inscrit au budget 2015 de la Ville aux chapitres 903 -908 - 928 du CRB 28500,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Distribution du journal Montpellier Notre Ville dans  
des présentoirs personnalisés  
Marché 5B00281250**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de recourir à un MAPA, à bons de commande, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de la distribution d'exemplaires du journal Montpellier Notre Ville dans des présentoirs personnalisés installés dans des lieux publics ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 mars 2015 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ca C Fait.Com a présenté une offre économiquement avantageuse (jugée au vu des critères suivants : la qualité de la prestation pour 60% et le prix pour 40%) ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Ca C Fait.Com pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 70 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 26/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 27/05/2015  
Notifiée le :

**ZAC MALBOSC**  
**Convention de participation aux équipements publics**  
**Ville de Montpellier / Bouygues Immobilier**  
**Parcelles TO 148 et TL 421**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R en date du 4 mai 2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 1999 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Malbosc ;

**Considérant :**

- Que la société Bouygues Immobilier souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 36 logements sur les parcelles cadastrées TO 148 et TL 421 d'une superficie totale de 1 414 m<sup>2</sup>, située 1550 rue de Malbosc, et comprise dans le périmètre de la ZAC Malbosc mais non acquises par la SERM,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Bouygues Immobilier afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Malbosc,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - **Surface de plancher (SDP) envisagée :**  
1 998 m<sup>2</sup> pour la réalisation de logements collectifs.
  - **Calcul du montant de la participation :**  
Base de calcul : 220 €/m<sup>2</sup> SDP pour l'année 2014

**Montant total : 1 998 x 220 = 439 560 €.**

**Décide en conséquence :**

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Bouygues Immobilier ;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente décision .

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :



**Travaux de restauration du pont Vialleton**  
**Marché de travaux 4D0011**  
**Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17/12/2014 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1973 du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie JANNIN, adjointe déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la restauration du pont Vialleton détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la décision établie en date du 27 juin 2014 a attribué le marché « Travaux de restauration du pont Vialleton » au groupement SELE/JNTP pour un montant de 478 551.48 € H.T. (solution de base avec les deux prestations supplémentaires) ;
- Qu'il convient d'étendre l'imperméabilisation à l'ensemble du tablier du pont pour améliorer la pérennité de l'ouvrage ;
- Qu'il convient donc de conclure l'avenant n° 1 qui porte le montant global du marché à 493 976.19 € H.T. soit une augmentation de 3.22% par rapport au montant initial du marché.

**Décide en conséquence au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer l'avenant n° 1 au marché 4D0011 pour un montant de 15 424.71 € H.T. au bénéfice du groupement SELE/JNTP (65 rue Octave Camplan, 30000 NIMES) et, plus généralement tout document relatif à cette affaire avec le groupement élu ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la mission Grand Cœur, Chapitre 928, 908 et 903 ;

Montpellier, le 29/05/2015

Pour M. le Maire, Mme l'Adjointe déléguée,  
agissant au nom et pour le compte de Montpellier  
Méditerranée Métropole  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

## **CONTENTIEUX**

### **Madame Ilhem GOULLI-FARID Recours contre le non-renouvellement de son contrat**

#### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

#### **Considérant :**

- Que Madame GOULLI-FARID conteste (requête n°1405759-3) le non-renouvellement de son contrat et souhaite un nouvel examen de son dossier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19.05.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 21.05.2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance de la plateforme de sécurité  
Internet  
Marché N° 5B0054**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier dispose d'une plateforme de sécurité Internet composée d'un cluster Checkpoint et d'un ensemble de licences qu'elle souhaite renouveler et maintenir ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 II du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de deux ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Mémoire technique 50 %
  - Prix 50 %
- Qu'après analyse, la société NEXTIRAONE sise Le Terga – 55 Impasse John Locke – 34470 PEROLS Cedex a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de Maintenance de la plateforme de sécurité Internet à la société NEXTIRAONE, pour une durée de deux ans à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 56 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 21. 05. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 22. 05. 2015  
Notifiée le :

**Mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles  
dans les offices et restaurants scolaires et  
établissements de la petite enfance – Marché n° 5B0049**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA , adjointe déléguée à la Réussite Educative.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de mettre en place un plan de lutte contre les nuisibles dans les offices et restaurants scolaires et les établissements de la petite enfance de la ville ;
- Qu'une procédure a été lancée le 13 mars 2015, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de un an reconductible 2 fois ;

Les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au vu du mémoire technique 60%
- Prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise ISS Hygiene et Prévention sise, 216 rue Charles Nungesser - Mauguio 34135, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à l'entreprise ISS Hygiène et Prévention, pour un montant maximum de 28 500€ HT par an, renouvelable 2 fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville nature 6188, fonctions 92212 et 9264
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise.

Montpellier, le 20.05.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 21.05.2015  
Notifiée le :



**FOURNITURE DE MOBILIER SCOLAIRE POUR  
RENTREE SEPTEMBRE 2015 - MAPA 5B0048**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de doter de mobilier scolaire les classes dont les ouvertures sont prévues en septembre 2015 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 8 mois ;
- Que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40%, valeur technique 20%, analyse des échantillons 20%, délai de livraison 20% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DELAGRAVE, sise 8 rue Sainte Claire Deville à Marne la Vallée, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de fourniture de mobilier scolaire pour la rentrée de septembre 2015 à l'entreprise DELAGRAVE, pour un montant maximum de 88 000€ HT sur une durée de 8 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 2184, fonctions 90211 et 90212
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 20 . 05 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 21 . 05 . 2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance des logiciels MELODIE,  
MAESTRO, IMAGE, ALTO, REQUIEM, ORACLE  
LSC, ACTE WEB  
Marché N° 4C0044**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'une consultation a été lancée le 3 mars 2015 pour la « Maintenance des logiciels Mélodie, Maestro, Image, Alto, Requiem, Oracle, Acte Web » conformément aux articles 28.II et 35.II.8 du code des marchés publics ;
- Que seule la société ARPEGE qui a développé ces logiciels, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour lesdits produits, et qu'il convient donc de passer pour cette prestation un marché négocié sans mise en concurrence ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants : la valeur technique et le prix de la prestation.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché négocié précité à la société ARPEGE sise 13 rue de la Loire – CS 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE Cedex, pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification, un montant total minimum de 120 000 € HT et maximum de 200 000 € HT sur la durée totale du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 21.05.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 22.05.2015  
Notifiée le :

**ZAC DU COTEAU**  
**Mandat d'études VILLE / SAAM**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R en date du 4 mai 2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté du Coteau ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement de l'ouest de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé d'aménager un nouveau quartier au sud du quartier de Malbosc ;
- Que les études urbaines engagées depuis 2009 sur ce quartier doivent être complétées par des études techniques préalablement au projet d'aménagement ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste chargé de la conception du projet d'aménagement de la ZAC du Coteau ;
- Que la SAAM est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de SPLA de la SAAM autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SAAM, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 238 000 € HT (285 600 € TTC) ;

**Décide en conséquence :**

- De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SAAM, telle qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 238 000 € HT (285 600 € TTC) et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;



- De dire que les honoraires de la SAAM pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 99 500 € HT (119 400 € TTC) ;
- D'autoriser la SAAM, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Contrat de maintenance du logiciel de gestion  
financière et comptable Astre - Marché à procédure  
adaptée 4C0041**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que le contrat de maintenance du logiciel « Astre » est arrivé à échéance,
- Que la Ville de Montpellier a lancé une procédure adaptée en application de l'article 28II du code des marchés publics sous le n°4C0041, marché sans publicité ni mise en concurrence,
- Que conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, la société GFI Progiciels, sise 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse,
- Qu'il est donc proposé de retenir l'offre de la société GFI Progiciels pour un montant annuel de 49 576 HT. Le marché est conclu jusqu'au 31 décembre 2015 et est reconductible par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de deux ans.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 920 ;

Montpellier, le 01/06/2015

Pour Monsieur le Maire

Max LEVITA

Publiée le : 02/06/2015

Notifiée le :

**Maison pour Tous Escoutaire  
Mise en conformité PMR  
Mission de maîtrise d'oeuvre  
Marché n° 4B0158  
Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévit, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2014/0345 du 17 octobre 2014 attribuant le marché n° 4B0158 « Maison pour Tous Escoutaire - Mise en conformité PMR - Mission de maîtrise d'œuvre » à l'ATELIER AA ;
- Vu le rapport d'avenant au marché n° 4B0158 ;
- Vu le projet d'avenant au marché n° 4B0158 ;

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de procéder à la mise en accessibilité PMR de la Maison pour Tous Escoutaire ;
- Que dans ce cadre, à la suite d'une consultation (marché public à procédure adaptée n° 4B0158), une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à l'ATELIER AA, pour un montant de 16 800 € H.T ;
- Qu'un diagnostic amiante avant travaux a révélé la présence d'amiante ;
- Qu'un désamiantage préalable avant travaux est donc nécessaire ;
- Que l'augmentation du montant des travaux entraîne une augmentation des honoraires du maître d'œuvre en charge de l'exécution des travaux ;

**Décide en conséquence :**

- La passation d'un avenant n° 1 au marché « Maison pour Tous Escoutaire - Mise en conformité PMR - Mission de maîtrise d'œuvre ». Le montant de cet avenant est de 5 900 € H.T, soit 35.12 % d'augmentation du marché initial ;

- La dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (chapitre : 920, nature : 617, fonction : 020).
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'ATELIER AA et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 27/05/2015  
Notifiée le :

**Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van  
Beethoven (Les Grisettes)  
Mission de contrôle technique  
marché 0M1051 - avenant n° 2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2010/0544 du 11 janvier 2010 relative à l'attribution du marché n° 0M1051 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de contrôle technique » ;
- Vu la décision n° 2011/327 du 20 juin 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 1 au marché n° 0M1051
- Vu le rapport d'avenant n°2 relatif au marché n° 0M1051 ;
- Vu le projet d'avenant n°2 relatif au marché n° 0M1051.

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2010/0544 du 11 janvier 2010, le marché n° 0M1051 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de contrôle technique » a été attribué au bureau de contrôle BUREAU VERITAS pour un montant de 37 940 € HT ;
- Que l'utilisation du groupe scolaire, qui est en fonctionnement partiel depuis la rentrée 2013, a fait ressortir le besoin de conserver au maximum l'emprise de la cour de récréation. Ainsi, l'implantation des 2 dernières classes, initialement prévue accolées dans la cour, est revue en superposition, afin de limiter l'emprise du nouveau bâtiment ;
- Qu'ainsi, une nouvelle étude d'avant-projet est réalisée, entraînant l'élaboration d'un permis de construire modificatif ;
- Que les nouvelles réglementations obligent la réalisation d'une mission parasismique lors du dépôt d'une autorisation d'urbanisme ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de confier au contrôleur technique une mission parasismique pour un montant de 1 100€ HT. Le nouveau montant du marché est de 39 040€ HT, soit une augmentation de 2,9%.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n° 2 au marché 0M1051 avec l'entreprise Bureau Veritas pour un montant de 1 100€ HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, Direction de l'Education – Nature 2313, Fonction 90211.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée

Isabelle MARSALA



Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété BONNET**  
**6 rue Chrestien**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R);
- Vu la décision du **21** mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien et cadastrée section HP 30 ;
- Vu la décision du **21** mai 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 3 avril 2015.

### **Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 17 février 2015, les Consorts BONNET ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 6 rue Chrestien, cadastré section HP 30, au prix de 400.000 € dont 2.000 € mobilier plus 25.000 € de commission d'agence ;
- que par décision du 21 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées.
- que sur la base de ce programme, de ce périmètre et d'un bilan financier prévisionnel, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain "Gambetta-Figuerolles, Nord Ecusson" ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réhabiliter complètement l'immeuble et de réaliser 3 logements dont 2 en loyer conventionné ;
- que le prix proposé paraît excessif.



**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts BONNET, située 6 rue Chrestien, cadastrée section HP 30, au prix de 195.500 € en ce compris 2.000 € de mobilier plus 25.000 € de commission d'agence ;
- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 21 MAI 2015

Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ DUSSAUT Guy**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 12V0003**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 22 décembre 2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI BERNARD BLIER, visant à procéder à la construction de 3 bâtiments d'habitation, 155 rue Bernard Blier ;
- Que M. DUSSAUT Guy a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 20/02/2015 sous le n° 150926-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la location, la maintenance d'une  
machine à affranchir et d'un logiciel de gestion de  
dépenses postales, ainsi que la fourniture de  
consommables (marché n° 5B0060)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

-Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

-Qu'il y a lieu de procéder à la location et la maintenance d'une machine à affranchir, d'un logiciel de gestion des dépenses postales et des fourniture de consommables associés pour la ville de Montpellier ;

-Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, la société NEOPOST a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

-D'attribuer le marché n°5B0060 précité à la société NEOPOST pour un montant annuel de 4141.20€ HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

-De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6156, chapitre 920 ;

-D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer ce marché, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **26/05/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

**Publiée le : 27/05/2015**  
**Notifiée le :**

**Contentieux**

**Ville de MONTPELLIER c/ M. MENUT Vincent  
Appel de M. MENUT Vincent contre le jugement du  
Tribunal Administratif de Montpellier du 16/10/14.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 16/10/2014, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1301224 présentée par M. MENUT Vincent ;
- Que M. MENUT Vincent a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 18/12/14, par le dépôt d'une requête référencée 14MA05149 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**

**Ville de MONTPELLIER c/ M. et Mme PIGNAL Guy  
Appel de M et Mme PIGNAL Guy contre le jugement  
du Tribunal Administratif de Montpellier du 16/10/14.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 16/10/2014, le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1301225 présentée par M. et Mme PIGNAL Guy ;
- Que M. et Mme PIGNAL Guy ont relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 18/12/14, par le dépôt d'une requête référencée 14MA05146 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ SCI ABC**  
**Appel de la SCI ABC contre le jugement du Tribunal  
Administratif de Montpellier du 16/10/14.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 16/10/2014, le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1301227 présentée par la SCI ABC ;
- Que la SCI ABC a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 18/12/14, par le dépôt d'une requête référencée 14MA05148 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ LABORDE Michel (TER)**  
**Décision de défendre**  
**Dossier PE 34172 12V0010**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. LABORDE Michel a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 31 boulevard de Strasbourg.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015

Notifiée le :



**Construction du groupe scolaire André Malraux.  
Lot n° 1 : Macro-lot BEPos  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33 3°) alinéa et 57 à 59 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/102 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0463 pour la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos.

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Que pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 12 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0463 ;
- Que le lot n° 1 : Macro-lot BEPos a été attribué à l'entreprise BEC Construction pour un montant de 4 690 000 € HT ;
- Que le coordonnateur sécurité a demandé que soit déplacé l'accès en toiture pour assurer la sécurité des équipes de maintenance ;
- Que l'instructeur des aménagements de la collecte de l'Agglomération a demandé que soit créée une aire de présentation des poubelles ;
- Que le concessionnaire réseaux ErDF a demandé le déplacement des coffrets pour le raccordement du groupe scolaire ;
- Que l'ensemble de ces prestations supplémentaires s'élèvent à 183 928,45 € H.T., portant ainsi le montant du marché à 4 873 928, 45 € H.T., soit une augmentation de 3,92 % par rapport à son montant initial.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos. Le montant de cet avenant s'élève à 183 928,45 € HT. ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Fonction 902-213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;



- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :

**Avenant de transfert pour la « Maintenance des  
serveurs et des baies de stockage »  
Marché 2M1734**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°1972/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

**Considérant :**

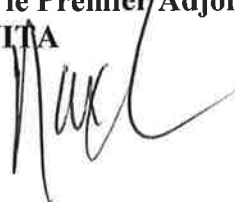
- Que par décision en date du 27 décembre 2012, le Maire de la Ville de Montpellier a attribué le marché de Maintenance des serveurs et des baies de stockage à la société Econocom pour une durée d'un an reconductible trois fois, pour un montant de 40 000 euros HT sur la durée totale du marché ;
- Que par courrier en date du 22 janvier 2014 la société Econocom Services nous informait de sa fusion absorption de la société Econocom à la date du 1er janvier 2013 ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues.

**Décide en conséquence :**

- D'adopter l'avenant de transfert de ce marché de maintenance au profit de la société Econocom Services, sise 40 Quai de Dion Bouton – 92800 PUTEAUX ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété MARTI**  
**2 bis, impasse du Chapeau Rouge**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R) ;
- Vu la décision du ~~21~~ mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI située 2 bis impasse du Chapeau Rouge et cadastrée section HO 148 ;
- Vu la décision du ~~21~~ mai 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 15 avril 2015.

#### **Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 27 janvier 2015, Monsieur Emmanuel MARTI a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 2 bis impasse du Chapeau Rouge, cadastré section HO 148, au prix de 390.000 € ;
- que par décision du 21 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI située 2 bis rue du Chapeau Rouge ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées.
- que sur la base de ce programme, de ce périmètre et d'un bilan financier prévisionnel, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réaliser 12 grands logements, 8 type 2 et 4 type 3, destinés aux familles ;
- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur MARTI, située 2 bis impasse du Chapeau Rouge, cadastrée section HO 148, au prix de 210.000 € ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 21 MAI 2015

Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à**  
**la Ville**  
**Aliénation de la propriété MARTI**  
**2 bis rue du Chapeau Rouge**  
**Acceptation de la délégation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu la décision du ~~24~~ mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI située 2 bis impasse du Chapeau Rouge et cadastrée section HO 148 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;

- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 27 janvier 2015, Monsieur Emmanuel MARTI a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 2 bis impasse du Chapeau Rouge, cadastré section HO 148, au prix de 390.000 € ;

- que par décision du 21 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI située 2 bis rue du Chapeau Rouge ;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété MARTI située 2 bis rue du Chapeau Rouge et cadastrée section HO 148, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :



Montpellier, le 21 MAI 2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à**  
**la Ville**  
**Aliénation de la propriété BONNET**  
**6 rue Chrestien**  
**Acceptation de la délégation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu la décision du **21** mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien et cadastrée section HP 30 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;



- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 17 février 2015, les Consorts BONNET ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 6 rue Chrestien, cadastré section HP 30, au prix de 400.000 € dont 2.000 € mobilier plus 25.000 € de commission d'agence ;

- que par décision du 21 mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien ;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien et cadastrée section HP 30, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 22/05/2015  
Notifiée le :



Montpellier, le

21 MAI 2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**MARCHES PUBLICS - Maintenance, entretien,  
modifications et petites extensions du réseau pluvial**  
**Marché n° 2M104055**  
**Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE adjoint au Maire.

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'espace public détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché de « Maintenance, Entretien, Modification et Petites Extensions du Réseau Pluvial » à l'entreprise SCAM TP, marché notifié le 12/06/2012 pour un montant maximum annuel de 600.000 € H.T. ;
- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n° 1 pour augmenter le seuil maximum annuel du marché de 90 000 € H.T., après une surcharge de travail due aux inondations de l'automne 2014 ;
- Que le nouveau montant maximum annuel est porté à 690 000 € H.T. ;
- Que la Commission d'appels d'offres en date du 14/04/2015 a rendu un avis favorable après examen du projet d'avenant n°1,

**Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°1 au marché de « Maintenance, Entretien, Modification et Petites Extensions du Réseau Pluvial », et plus généralement tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville : Nature 45811 – Chapitre 917.

**Montpellier, le 3 juin 2015**

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant  
au nom et pour le compte de Montpellier  
Méditerranée Métropole  
Luc ALBERNHE**

**Publiée le :** 04/06/2015  
**Notifiée le :**



**Marché à bons de commande passé selon une  
procédure adaptée pour les missions  
d'accompagnement "Montpellier Main Verte"  
N°4D0078**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de proposer aux citoyens, un programme complet d'animations et de missions d'accompagnement dans le cadre de l'opération Montpellier Main Verte, label regroupant plusieurs actions visant à valoriser le jardinage, les espaces verts et la biodiversité ;
- Qu'une procédure de consultation a été lancée conformément aux dispositions des articles 30 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande , alloti, pour une durée de 1 an à compter de la notification , renouvelable 2 fois :
  - lot 1 : l'accompagnement et les animations
  - lot 2 : les formations botaniques
  - lot 3 : les sorties naturalistes
  - lot 4 : les visites commentées ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Analyse de la valeur technique de l'offre : 60 %
  - Analyse économique : prix des prestations 40 % ;
- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 14 avril 2015 a attribué le marché aux associations suivantes :
  - Lot 1 : « l'accompagnement et les animations » : Groupement PASSE MURAILLE/ APIEU/ ETAT DES LIEUX, 510 avenue de Barcelone 34080 Montpellier
  - Lot 2 : « les formations botaniques » : Cabinet BARBANSON ENVIRONNEMENT (CBE), 176 avenue de la Royale 34160 Castries
  - Lot 3 : « les sorties naturalistes » : Groupement PASSE MURAILLE/ APIEU/ ETAT DES LIEUX, 510 avenue de Barcelone 34080 Montpellier
  - Lot 4 : « les visites commentées » : Groupement PASSE MURAILLE/ APIEU/ ETAT DES LIEUX, 510 avenue de Barcelone 34080 Montpellier

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte » aux associations suivantes, dans le cadre d'un marché à bons de commande (4D0078), pour une durée de 1 an, renouvelable 2 fois :

- Lot 1 : le groupement PASSE MURAILLE/APIEU/ETAT DES LIEUX pour un montant minimum de 0 et maximum de 60 000 € H.T.
- Lot 2 : le cabinet BARBANSON ENVIRONNEMENT (CBE) pour un montant minimum de 0 et maximum de 25 000 € H.T.
- Lot 3 : le groupement PASSE MURAILLE/APIEU/ETAT DES LIEUX pour un montant minimum de 0 et maximum de 25 000 € H.T.
- Lot 4 : le groupement PASSE MURAILLE/APIEU/ETAT DES LIEUX pour un montant minimum de 0 et maximum de 25 000 € H.T.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, section de fonctionnement 928.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les associations retenues par la Commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 01/06/2015

Notifiée le :



**Attribution du marché à bons de commande passé  
selon une procédure adaptée n° 5B0066 - Assistance à  
maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la  
perméabilité à l'air**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de réaliser des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la perméabilité à l'air ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées pour le marché n° 5B0066, marché à bons de commande conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, en date du 07 avril 2015, l'entreprise CETII a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères établis (la valeur technique pour 60%, le prix pour 40%) ;
- Que la durée de ce marché est de 3 ans, sans minimum et avec un maximum de 87000€ HT.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité, à l'entreprise CETII, domiciliée au 1 rue de la Coronelle à 30200 BAGNOLS SUR CEZE ;
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2015 de la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29/05/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC**  
**Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec**  
**contrats de maintenance**  
**N° 4D0073**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de renouveler son marché d'acquisition de systèmes d'impression en équipant les nouvelles structures et remplaçant les machines devenues obsolètes ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux articles 33 3° alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

**Lot 1**

- Valeur technique 60 %
- Prix des prestations 40 %

**Lot 2**

- Valeur technique 60 %
- Prix des prestations 40 %

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 avril 2015, a attribué les marchés suivants :

**Lot 1 : Multifonctions**

A la société Konica Minolta Business Solutions France sise 365-367 route de Saint-Germain – 78424 CARRIERES-SUR-SEINE Cedex qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Lot 2 : Imprimantes réseau**

A la société Konica Minolta Business Solutions France sise 365-367 route de Saint-Germain – 78424 CARRIERES-SUR-SEINE Cedex qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les marchés précités pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification pour les :

**Lot 1 : Multifonctions**

A la société Konica Minolta Business Solutions France, pour un montant total minimum de 600 000 € HT sur la durée du marché ;

**Lot 2 : Imprimantes réseau**

A la société Konica Minolta Business Solutions France, pour un montant total minimum de 15 000 € HT sur la durée du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les sociétés retenues.

Montpellier, le 01/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 02/06/2015  
Notifiée le :





**ZAC Port Marianne - Blaise Pascal**  
**Convention de participation**  
**Ville / SERM / Syndicat des copropriétaires de la**  
**Résidence " Patio du Millénaire"**  
**Parcelles RX 303, 305 et 307 rue Baden Powell**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Stéphanie Jannin, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération du 26 juin 1987 approuvant le dossier de création de la ZAC Blaise Pascal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 29 février 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Blaise Pascal ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 27 mars 1988 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant par avenant n°5 la transformation de ce traité de concession en convention publique d'aménagement ;

**Considérant :**

- Que le syndicat des copropriétaires de la résidence « Patio du Millénaire », constructeur, envisage, sur les parcelles RX n°303, 305 et 307 situées rue Baden Powell à Montpellier, différentes modifications des espaces intérieurs et extérieurs de la résidence « le Patio du Millénaire » entraînant une surface de plancher (SDP) supplémentaire de 329 m<sup>2</sup> dont 60 m<sup>2</sup> de transformation de bureaux en logements (à terme 2 595 m<sup>2</sup> de SDP globale).
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et le syndicat des copropriétaires de la résidence « Patio du Millénaire », afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, les parcelles cadastrées section RX 303, 305 et 307, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés du syndicat des copropriétaires de la résidence « le Patio du Millénaire ».
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée : 329 m<sup>2</sup> répartis comme suit :
    - 209 m<sup>2</sup> SDP de nouveaux logements,
    - 60 m<sup>2</sup> SDP de transformation de bureaux en logements,
    - 60 m<sup>2</sup> SDP de transformation de garages en logements.

- Calcul du montant estimé de la participation :
  - Base de calcul : 112 €/ m<sup>2</sup> SDP pour les logements et 95 € / m<sup>2</sup> SDP pour les bureaux
  - Montant :
    - 209 x 112 € = 23 408 € pour les nouveaux logements,
    - 60 x (112 - 95) = 1 020 € pour la transformation de bureaux en logements,
    - 60 x 112 € = 6 720 € pour la transformation de garages en logements.

**Soit un montant total de 31 148 euros**

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et le syndicat des copropriétaires de la résidence « Patio du Millénaire », telle qu'annexée à la présente décision.
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 04/06/2015

Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Consuls de Mer**  
**Parcelle n°DS 108**  
**Convention de participation Ville de Montpellier /**  
**Arvita Concept**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R en date du 4 mai 2015 de M. Philippe Saurel, Maire de Montpellier, donnant à Mme Stéphanie Jannin, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 2012/485 du Conseil municipal en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer ;
- Vu la délibération n° 1994/39 du Conseil municipal en date du 9 mai 1994 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 10 mai 1994 ;
- Vu la délibération n° 41/2002 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2002 approuvant les termes de l'avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement signé le 23 octobre 2002 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

**Considérant :**

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par la SCCV (Société Civile de Construction Vente) SW5 représentée par son gérant Yannick LABATTUT, pour la réalisation d'un programme de logements ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Société Civile de Construction Vente SW5, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer, la parcelle cadastrée section DS n°108, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC et propriété de la Société Civile de Construction Vente SW5;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée : 2 898,92 m<sup>2</sup> de SDP (dont 692,23 m<sup>2</sup> de SDP affectée à du logement locatif social et 130 m<sup>2</sup> pour les commerces et activités),
  - Calcul du montant estimé de la participation :
    - Base de calcul :
      - 160 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement libre,
      - 50 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement locatif social,

- 160 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour les commerces ou activités.

▪ Montant :

- $2076,69 \times 160 = 332\,270,40$  euros,
  - $692,23 \times 50 = 34\,611,50$  euros,
  - $130 \times 160 = 20\,800$  euros,
- TOTAL = 387 681,90 euros.**

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> de SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Société Civile de Construction Vente SW5 représentée par Monsieur Yannick LABATTUT, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 04/06/2015  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à**  
**la Ville**  
**Aliénation de la propriété CHARBONNIER**  
**LAYSSAC**  
**20 et 22 rue Lamartine**  
**Acceptation de la délégation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015;
- Vu la décision du 28 mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC située 20 et 22 rue Lamartine et cadastrée section HL 307 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "Méditerranée – Sud - Gare", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 30 mars 2015, les Consorts CHARBONNIER LAYSSAC ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 20 et 22 rue lamartine, cadastré section HL 307, au prix de 400.000 €.
- que par décision du **28** mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC située 20 et 22 rue Lamartine;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC située 20 et 22 rue Lamartine et cadastrée section HL 307, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 28/05/2015  
Notifiée le :



Montpellier, le

28 MAI 2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

**Attribution d'un marché à procédure adaptée  
concernant la Location Longue Durée de transporteurs  
individuels électriques pour les agents de la Police  
Municipale de la Ville de Montpellier  
Autorisation de signer le Marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une société le marché de location longue durée de transporteurs individuels électriques pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 17 avril 2015 pour un marché immatriculé 5B0075, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société CORHOFI sise 1 rue des rivières - 69266 Lyon a présenté une offre acceptable ;

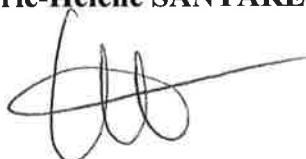
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité pour un montant maximum de 35 000,00 Euros H.T. à la société CORHOFI pour quatre transporteurs électriques sur une durée initiale de dix-huit mois.  
Ce marché est reconductible sur une deuxième période de 18 mois avec un montant maximal de 35 000,00 Euros H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921 120 - Nature : 6135 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :





**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété CHARBONNIER LAYSSAC**  
**20 et 22 rue Lamartine**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R);
- Vu la décision du 28 mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC située 20 et 22 rue Lamartine et cadastrée section HL 307 ;
- Vu la décision du 28 mai 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "Méditerranée – Sud - Gare", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;



- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 27 avril 2015.

### **Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 30 mars 2015, les Consorts CHARBONNIER LAYSSAC ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 20 et 22 rue lamartine, cadastré section HL 307, au prix de 400.000 €.
- que par décision du ~~28~~ mai 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC située 20 et 22 rue Lamartine;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;
- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;
- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain "Laissac Gare" et sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 26 avril 2013 ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de le réhabiliter et de réaliser des appartements à loyer maîtrisé ;
- que le prix proposé paraît excessif.

### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts CHARBONNIER LAYSSAC, située 20 et 22 rue lamartine, cadastrée section HL 307, au prix de 299.200 € ;

- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;

- que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 29 MAI 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01/06/2015  
Notifiée le :



**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier au CIRAD**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement le CIRAD a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase ;
- Qu'après négociation, le CIRAD a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- durée dix ans

- redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012

**Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- D'approuver la convention à passer entre le CIRAD et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 09/06/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage  
pour la gestion du stationnement payant sur voirie  
et l'application de la loi de modernisation de l'action  
publique territoriale et d'affirmation des métropoles  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 Mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Gestion du stationnement payant sur voirie et l'application de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 25 mars 2015 pour un marché immatriculé 5B0056, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études : CITEC INGENIEURS CONSEILS sis 20 Boulevard Eugène Deruelle – 69432 Lyon a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

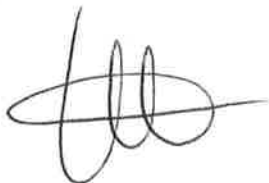
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché au bureau d'études CITEC INGENIEURS CONSEILS pour un montant total de 29 800,00 Euros H.T. (vingt-neuf mille huit cents Euros H.T.) sur une durée de 6 mois à compter de la notification et décomposé de la manière suivante :
  - Tranche ferme : 24 200,00 Euros H.T. (vingt-quatre mille deux cents Euros H.T.)
  - Tranche Conditionnelle : 5 600,00 Euros H.T. (cinq mille six cents Euros H.T.)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Nature : 617 – Chapitre 928 222 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29/05/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 01/06/2015

Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 815185

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CAMPOMANES**  
**Raoul**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172**  
**14V0176**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté du 18/12/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS SOGEPROM SUD REALISATION, visant à procéder à la construction d'un bâtiment d'habitation, 6 bis, 8, 8 bis rue Beau Séjour ;
- que M. CAMPOMANES Raoul a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 17/04/2015 sous le n° 1502385-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ NOZERAND**  
**Véronique**  
**Recours en suspension et annulation contre l'arrêté n°**  
**PC 34172 14V0126**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 13 octobre 2014, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à Mme VERGUES Magali, en vue de procéder à l'extension d'une habitation, 605 rue de la Cavallade ;
- Que Mme NOZERAND Véronique a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 21/04/15. Le premier visant à suspendre la décision, référencé n°1502325 et le second visant à obtenir son annulation, référencé n° 1502324.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/06/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,**  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Max LEVITA**

Publiée le : 04/06/2015

Notifiée le :





Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2015/1207

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI PVA**  
**Recours pour excès de pouvoir contre les arrêtés**  
**préfectoraux de cessibilité n° 2014-I-1832 et n° 2014-I-**  
**701**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté n° 2014-I-701 du 5 mai 2014, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau Saint Roch et cessibles les terrains nécessaires à sa réalisation.
- que par un second arrêté n° 2014-I-1832 du 4 novembre 2014, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a prolongé la cessibilité des terrains en question, situés 22 rue Leenhardt (parcelle EV 402).
- que la SCI PVA a formé un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 23/03/15 sous le n° 1501636-5 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CELHAY Katia**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 14V0077**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté du 25/11/14, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la société BCG FEUILLADE, visant à procéder à une démolition partielle, une extension de bâtiment et un changement partiel de destination, 220 rue du Capitaine Pierre Pontal ;
- que Mme CELHAY Katia a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 10/04/15 sous le n° 1502142-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/06/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,**  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Max LEVITA**



Publiée le : 04/06/2015  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ LABORDE Pierre**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 14V0151.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté du 23/10/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la Société RIVAGE PROMOTION, visant à procéder à la construction d'un immeuble de 5 logements, impasse Cité Gelly ;
- que M. LABORDE Pierre a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/02/15 sous le n° 1501149-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/06/2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de peintures bâtiment, matériaux,  
produits et béton pour la construction.  
(5B0074)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de peintures bâtiment, matériaux, produits et béton pour la construction pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 22 avril 2015, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0074. Ce marché est conclu de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Peintures pour le bâtiment)** étaient les suivants :
  - \* Le prix pour **70%**
  - \* La valeur technique pour **25%**
  - \* Le développement durable pour **5%**
- Qu'après analyse, la société **CHABAUD SAS**, 380 rue Terre de Roy ZI 34 748 Vendargues, pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Matériaux, produits et béton pour la construction)** étaient les suivants :
  - \* le prix pour **100%**
- Qu'après analyse, la société **LA MERIDIONALE DES BOIS ET MATERIAUX**, 43 rue de l'Industrie, ZI la Domitienne, 34 500 Béziers, pour le lot 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat de peintures bâtiment, matériaux, produits et béton pour la construction (5B0074) » précité :
  - Avec la société **CHABAUD SAS** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de 30 000 € HT).
  - Avec la société **LA MERIDIONALE DES BOIS ET MATERIAUX** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de 30 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville natures 60628 et 60632, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 01/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 02/06/2015  
Notifiée le :



**ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC 4C0030  
SURVEILLANCE ORGANISEE DES OUVRAGES  
D'ART-OUVRAGES DE SOUTÈNEMENT ET  
COLLECTEURS EAUX PLUVIALES**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/522 en date du 17/12/2014 modifiant la délibération n° 2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire , de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l' exception des procédures relevant du Code de l' Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE , Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de surveillance organisée des ouvrages d'art, ouvrages de soutènement et collecteurs eaux pluviales sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'une consultation a été lancée le 1/12/2014, selon une procédure adaptée, conformément aux articles 28-1 et 72 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire avec une tranche ferme et deux tranches conditionnelles ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient :  
La valeur technique de l'offre au regard du Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (60%) et le prix de la prestation (40%);
- Qu'il a proposé de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par la société SOD.I.A. ;

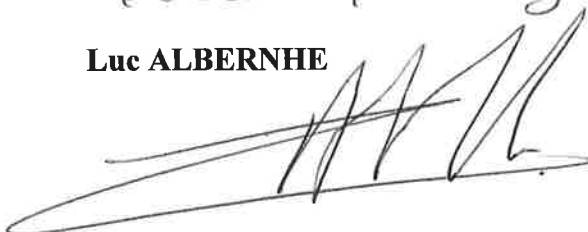
**Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- D'attribuer le marché 4C0030 à l'entreprise SOD.I.A. pour un montant global et forfaitaire, au total des 3 tranches affermies, de **128 794,50 € H.T.**, répartis comme suit :  
Tranche ferme **51 978,00 € H.T.**  
Tranche conditionnelle 1 **29 685,25 € H.T.**  
Tranche conditionnelle 2 **47 131,25 € H.T.** ;
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget principal de la Ville chapitre 917 / nature 45811 / ligne de crédit 25925 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue .

Montpellier, le 02/06/2015

Par Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint Délégué

**Luc ALBERNHE**



Publiée le : 03/06/2015  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de pavoisement.  
(5B0077)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pavoisement pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 24 avril 2015, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0077, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* Le prix pour 45%
  - \* La valeur technique pour 55%
- Qu'après analyse, la société **MACAP PAVOISEMENT**, 557 avenue des Bousquets 83 390 Cuers, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat de pavoisement (5B0077) » précité avec la société **MACAP PAVOISEMENT** pour un montant maximum de commandes de **86 000 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 et sur le budget investissement, nature 2188 chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 02/06/2015  
Notifiée le :

**Marché public: transport aller-retour des oeuvres de  
Jakob Tuggener pour l'exposition du Pavillon  
Populaire  
N°5B0094**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que la Ville présentera du 1<sup>er</sup> juillet au 18 octobre 2015, au Pavillon Populaire, une exposition consacrée au photographe Jakob Tuggener (décision 2015/0116 du 31 mars 2015);
- Que la fondation Fotostiftung Schweiz, détentrice des droits sur ces œuvres, a exigé par contrat que le transport soit réalisé par Möbel Transport AG ou Via MatArtcare AG;
- Qu'à la suite d'une consultation entre ces deux entreprises, en date du 5 février, l'entreprise Via Mat Artcare AG a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du critère prix ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de transport aller-retour des œuvres de Jakob Tuggener à Via Mat Artcare AG, Steinackerstrasse 47, Postfach, 8302 Kloten, Suisse, pour un montant *estimé* à 15 100 francs suisses, soit environ 15 000 € (montant susceptible de variations en fonction du cours des devises et des frais annexes lors du transport) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 08/06 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 08/06 2015  
Notifiée le :

## Arrêtés réglementaires

**Juin 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse du Buffet d'Eau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de réseau à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **30 juin 2015** inclus, l'Impasse du Buffet d'Eau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
  - le stationnement est interdit ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

**Article 4 :**

- Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1er juin 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**03 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Rabelais

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de M.FERENKEN ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **23 juin 2015** et jusqu'au **24 juin 2015** inclus, Boulevard Rabelais, du n°17 au n°19 sur 12 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M.FERENKEN.


**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 01 juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**



**Publié le : 0 8 JUIN 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard de la Perruque

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de M.CORNEILLE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 juillet 2015**, Boulevard de la Perruque, au n°26 sur 15 mètres, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M.CORNEILLE.


**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 01 juin 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 8 JUIN 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Fra Angelico

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de bâtiment à la demande de l'entreprise Darver ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **29 juin 2015** inclus, Rue Fra Angelico sur une place de stationnement au droit du numéro 200, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Darver.

**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**

**03 JUIN 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures decirculation et de stationnement Rue Barthez

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société LDPC DEMECO ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **04 juin 2015**, Rue Barthez, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge du déménagement.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **04 juin 2015**, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T assignés au déménagement du 1 Rue Barthez, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 JUIN 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Fès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Journée Propre à Malbosc organisée par MALBOSC BOUGE.

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **27 juin 2015**, l'Avenue de Fès, dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et la Rue François Henry d'Harcourt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- Le stationnement est interdit.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Aglaé Adanson, emprunte :

- l'Avenue des Frères Buhler
- la Rue François Henry d'Harcourt

et se termine sur l'Avenue de Fès.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MALBOSC BOUGE.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**03 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Valfère

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre un déménagement à la demande de la société " Déménagements Oudinot" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **19 juin 2015**, Rue de la Valfère au droit du numéro 8, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société de déménagement.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise " Déménagement Oudinot".

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 01 juin 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 JUIN 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Francis Garnier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de la SARL SEBADEM Agence DEMECO ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **17 juin 2015**, Rue Francis Garnier, entre le n° 10 et le n° 14, le stationnement est interdit sauf au camion de déménagement de la SARL SEBADEM Agence DEMECO

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SARL SEBADEM Agence DEMECO




**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 04 JUIN 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Colonel Pavelet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de manutention avec une grue à la demande du Service de DEP ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **10 juin 2015** et jusqu'au **12 juin 2015** inclus, l'Avenue du Colonel Pavelet, dans sa partie comprise entre la Rue du Mas Nouguier et l'Avenue Etienne Meul est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MEDIACO.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Juin 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**0 4 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Tour Gayraud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier suivi d'un repas de voisins ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **13 juin 2015**, la circulation est interdite Rue Tour Gayraud, dans sa partie comprise entre la Rue du Printemps et la Rue du Faubourg Figuerolles  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 24h00.**

#### Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue Bernard Lecache, la Rue de Font Carrade, la Rue Ronsard et la Rue du Faubourg Figuerolles.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**0 4 JUIN 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rond-Point du Souvenir Français

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement à la demande de l'entreprise DAVIN DEMENAGEMENTS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **15 juin 2015**, Rond-Point du Souvenir Français ( 41 rue de Ferran) , dans sa partie comprise entre l'Avenue de Castelnau et l'Avenue de la Justice de Castelnau, le stationnement est interdit sur la place de livraison.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 5 :**

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Cholet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'enfouissement de réseau BT, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 juin 2015** et jusqu'au **19 juin 2015** inclus, la Rue de Cholet, dans sa partie comprise entre la Rue de la Jeune Parque et la Rue de la Castelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Cholet, emprunte :

- la Rue de la Jeune Parque
- et se termine sur la Rue de la Castelle.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Juin 2015**

 Monsieur l' Adjoint délégué

**Luc ALBERNHE**

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T1067

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de Cholet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau de BT, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **13 juillet 2015** et jusqu'au **17 juillet 2015** inclus, la Rue de Cholet, dans sa partie comprise entre la Rue de la Jeune Parque et la Rue de la Castelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Cholet, emprunte :

- la Rue de la Jeune Parque
- et se termine sur la Rue de la Castelle.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

**Article 5 :**

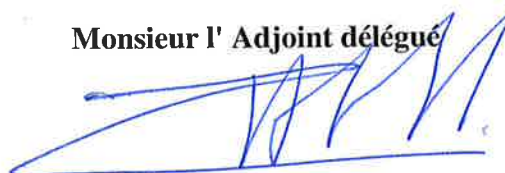
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T1068

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de la Castelle**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'enfouissement de réseau BT, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **19 juin 2015** inclus, la Rue de la Castelle, dans sa partie comprise entre la Rue de Cholet et la Rue de la Jeune Parque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTANASA.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**0 4 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Castelle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau de BT, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **13 juillet 2015** et jusqu'au **17 juillet 2015** inclus, la Rue de la Castelle, dans sa partie comprise entre la Rue de Cholet et la Rue de la Jeune Parque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTANASA.

**Article 4 :**

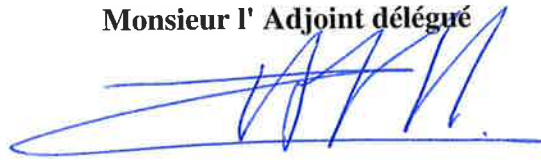
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 1 Juin 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève et Route de Lodève

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur la patrimoine arboré à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **19 juin 2015** inclus, l'Avenue de Lodève depuis Rond-point de Celleneuve vers et jusqu'à l'Allée Pierre Carabasse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les cyclistes circulant habituellement sur la piste cyclable seront déviés sur la chaussée.

#### Article 2 :

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **19 juin 2015** inclus, sur la Route de Lodève, dans sa partie comprise entre l'Allée Pierre Carabasse et la Rue Marcellin Albert est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 3 :**

Le passage des piétons et des cyclistes sera interdit dans l'enceinte du chantier, sous le contrôle du responsable de l'entreprise PHILIP FRERES.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise PHILIP FRERES.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 juin 2015

04 JUIN 2015

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

Publié le :

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran, Rue du Triolet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du lundi 2 février 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CRUZ Mathieu, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran, Rue du Triolet.

**Linéaire** : 32 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec



tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

  
Luc ALBERNHE

04 JUN 2015

**Publié le :**

**Notifié le :**

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**Carrefour Professeur Armand Imbert**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du lundi 2 février 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CRUZ Mathieu, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : Carrefour Professeur Armand Imbert.

**Linéaire** : 20 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec

tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



LUC ALBERNHE

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

**Notifié le :**

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**575 Avenue Abbé Paul Parguel**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;



- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du lundi 2 février 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CRUZ Mathieu, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : 575 Avenue Abbé Paul Parguel.

**Linéaire** : 16 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec

tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



LUC ALBERNHE

**04 JUIN 2015**

**Publié le :**

**Notifié le :**

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**34 Avenue d' Occitanie**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 2 février 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CRUZ Mathieu, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : 34 Avenue d' Occitanie.

**Linéaire** : 16 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec

tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.



Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Luc ALBERNHE**

**04 JUIN 2015**

**Publié le :  
Notifié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

**1 Allée Pierre Carabasse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 1 juin 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par BEL FKIH Bouchra, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : 1 Allée Pierre Carabasse.

**Linéaire** : 12 mètres. – PMR 9752 (RAL 1015)

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec

tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Luc ALBERNHE

04 JUIN 2015

**Publié le :**

**Notifié le :**

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**Rue des Communautés**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du mercredi 20 mai 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CHEVREAU Christophe, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.



Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : Rue des Communautés.

**Linéaire** : 12 mètres. PMR 9750 (RAL1015)

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 1 juin 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Luc ALBERNHE

**04 JUIN 2015**

**Publié le :  
Notifié le :**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Maud  
BODKIN le 19 Juin 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;**
- **Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;**
- **Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du vendredi 19 Juin 2015 à 14 heures 30.**

**Arrête :**

**Article 1er :**

- **Madame Maud BODKIN, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du vendredi 19 Juin 2015 à 14 heures 30.**

**Article 2 :**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.**

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publié le : 04 . 06 . 2015**  
**Notifié le :**

## Modification de la composition du comité technique

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté n°2015/0448/T/R du 5 février 2015 relatif à la composition du Comité Technique,
- Considérant la volonté de tenir compte des modifications des délégations des élus dans la représentation au comité technique, il convient de remplacer Madame Sabria BOUALAGA et Monsieur Cédric de SAINT JOUAN par Mesdames Véronique DEMON et Véronique PEREZ.

**Arrête :**

**Article 1 :** La nouvelle liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

### Membres titulaires

- Philippe SAUREL
- Abdi EL KANDOUSSI
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Isabelle MARSALA
- Maud BODKIN
- Gérard CASTRE
- Guy BARRAL
- Annie YAGUE
- Fabien ABERT
- Titina DASYLVA-PEYRIN
- Pascal KRZYZANSKI
- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Sauveur TORTORICI
- Caroline NAVARRE
- Vincent HALUSKA

### Membres suppléants

- Patricia MIRALLES
- Jérémie MALEK
- Véronique DEMON
- Robert COTTE
- Christophe COUR
- Henri de VERBIZIER
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Jean-Marc DI RUGGIERO
- Patrick RIVAS
- Samira SALOMON
- Véronique PEREZ
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- Mylène CHARDES
- Luc ALBERNHE
- Dominique MARTIN-PRIVAT

**Article 2 :** La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique, inchangée, est la suivante :

**Membres titulaires**

CRESPIY Catherine  
BONNERY Ludovic  
DELACHAPPELLE Aline  
PIRON Patricia  
DU RANTEAU Eric  
HEBERT Claudine  
BARCELLA –ROUDET Gaël Emilienne  
JOURDAN Cécile  
ESCOBAR Stéphane  
LUZIO Robert  
GAUDIN Sophie  
BOURGADE Elian  
DUCLION Angélique  
GELY Marc  
COMMUNAL Sarah

**Membres suppléants**

CLARAC Isabelle  
PHILIPPON Jean-Benoît  
FERRANDIS Pierre  
ROBERT Nadine  
LAUVERGEON –COMBET Viviane  
BLANES Romain  
CHIKHI Dalila  
CARO Gérard  
BALLUET Franck  
MENDEZ Dominique  
COULET Guillaume  
BONBONNELLE Luc  
SCACCIAOCE Bernard  
NAVARRETE Yannick  
KADDAOUI Amel

**Article 3 :** Le Président du Comité Technique est Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la ville de Montpellier.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2485/T/R**

**Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO**  
**23ème Adjoint au Maire**  
**Délégué au Quartier Cévennes et aux Elections**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1990/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à l'Etat-civil et aux affaires militaires ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, 23<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état-civil, reçoit délégation :

- au Quartier Cévennes ;
- aux Elections, auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à l'Etat-civil et aux affaires militaires. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit également délégation à la Maison pour Tous Paul-Emile Victor et à la Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol, auprès de Monsieur Gérard Castre, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

## **Article 3 :**

La délégation de fonction consentie à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini par l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02.06.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03.06.2015  
Notifié le :



1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2485/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Délégations de signature  
Département Urbanisme et Aménagement  
Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1572/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19 et L 2122-30, L 2122-32, R 2122-10 ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire ;
- Vu l'avis du Comité Technique du 16 décembre 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/523 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 ;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 18 décembre 2014 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la direction générale des services de la Ville de Montpellier, le Département Urbanisme et Aménagement est composé de :

- La Direction Urbanisme Opérationnel (DUOP)
- La Direction Aménagement et Programmation (DAP)
- La Mission Grand Cœur (MGC)
- La Direction du Projet Urbain (DPU)

**Article 1.1 :**

Monsieur Rémy AILLERET, Directeur général adjoint des services, responsable du Département Urbanisme et Aménagement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant total est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 207 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 2 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction de l'Urbanisme Opérationnel est composée des services :

- Foncier Opérationnel,
- Domanialité Publique,
- Droits des Sols, Police de l'Urbanisme.

## **Article 2.1 :**

Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de l'Urbanisme Opérationnel, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 2.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites par Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur Adjoint et chef du service droits des sols police de l'urbanisme.

## **Article 2.3 :**

Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint de l'urbanisme opérationnel et Chef du service droits des sols police de l'urbanisme, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et

l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Bernard ROUVIER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 2.4 :**

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, Chef du service foncier opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Emmanuelle DI GRAZIA, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 2.5 :**

Madame Patricia BOURRAT, Chef du service domanialité publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Patricia BOURRAT, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction de l'Aménagement et de la Programmation est composée des services :

- Planification
- Formes Urbaines,
- Renouvellement Urbain,
- Déplacements - Observatoire.

#### **Article 3.1 :**

Madame Sylvie MAHOT, Directrice de l'Aménagement et de la Programmation, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28

et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.

- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Madame Sylvie MAHOT, Directrice de l'Aménagement et de la Programmation, reçoit délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

### **Article 3.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites par le directeur adjoint, Monsieur Jean CHOUKOUR.

### **Article 3.3 :**

Monsieur Nicolas PICCININ, Chef du service planification, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Nicolas PICCININ , reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Nicolas PICCININ reçoit délégation pour la certification conforme des copies d'actes administratifs.

### **Article 3.4 :**

Madame Hélène REDER, Chef du service formes urbaines, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Hélène REDER reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 3.5 :**

Monsieur Bertrand SAUTRE, Chef du service renouvellement urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Bertrand SAUTRE reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 3.6 :**

Monsieur Vincent MEYER, Chef du service déplacement - Observatoire, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Vincent MEYER reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 4 :**

Dans le cadre de la direction générale des services, la Mission Grand Cœur est composée des services :

- Patrimoine historique,
- Accueil – Communication – Espace public.

#### **Article 4.1 :**

Monsieur Patrice BONNIN, Directeur de la Mission Grand Cœur, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

#### **Article 4.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites par la directrice adjointe, Madame Sarah HAAS.

#### **Article 4.3 :**

Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe, Chef du service Accueil, communication, espace public, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Sarah HAAS reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 4.4 :**

Madame Isabelle HIRSCHY, Chef du service Patrimoine, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la

gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Isabelle HIRSCHY reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 5 :**

Monsieur Nicolas ROUBIEU, Directeur du Projet Urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 6 :**

Monsieur Rémy AILLERET, Directeur général adjoint du Département Urbanisme et Aménagement, assure l'intérim de la direction du Département Equipements et Services pour la Direction Paysage et Biodiversité et la Direction Architecture Immobilier, ainsi que l'intérim de la Direction Générale en charge du Développement pour la Mission Tramway, à compter du 13 avril 2015.

### **Article 7 :**

Dans le cadre du département Equipement et Services, la Direction Paysage et Biodiversité est composée des services :

- Gestion des ressources
- Bureau d'Etudes et Paysage
- Jardins et Espaces Naturels

### **Article 7.1 :**

Monsieur Patrick BERGER, Directeur de Paysage et Biodiversité, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28

et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.

- délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

#### **Article 7.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par le directeur adjoint, Monsieur Laurent GUILLAUME.

#### **Article 7.3 :**

Madame Patricia CLAVEL, Chef du service Gestion des ressources, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Patricia CLAVEL, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 7.4 :**

Madame Hélène CHAMAYOU, Chef du service Bureau d'Etudes et Paysage, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Hélène CHAMAYOU, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 7.5 :**

Madame Pauline LAMBREY, Chef du service Jardins et Espaces Naturels, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Pauline LAMBREY, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 8 :**

Dans le cadre du département Equipement et Services, la Direction Architecture Immobilier est composée des services suivants :

- Architecture,
- Conduite d'opérations,



- Gestion Active Propriété Sécurité,
- Moyens généraux.
- Administratif et financiers

### **Article 8.1 :**

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 8.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la directrice adjointe, Madame Christine BRIDON.

### **Article 8.3 :**

Madame Christine BRIDON, Chef du service Architecture, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christine BRIDON reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 8.4 :**

Madame Florence BASTIEN, Chef du service Conduite d'opérations, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Florence BASTIEN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 8.5**

Madame Séverine TERSINET, Chef du service Gestion Active Propriété Sécurité, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce

service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Séverine TERSINET, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 8.6 :**

Monsieur Marc DUBOZ, Chef du service Moyens généraux reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Marc DUBOZ, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 8.7 :**

Madame Ana WILLEMIN, Chef du service Administratif et Financier, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Ana WILLEMIN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 9 :**

Monsieur José MARTINEZ, Directeur de la Mission Tramway, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Monsieur José MARTINEZ, Directeur de la Mission Tramway, reçoit délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

**Article 10 :**

L'ensemble des agents cités dans le présent arrêté reçoivent ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 11 :**

Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

**Article 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03 . 06 . 2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2489/T/R**

**Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL**  
**Conseillère municipale**  
**Déléguee à la Jeunesse et la Vie étudiante**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/2006/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse , à la Vie étudiante et au Sport ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- à la Jeunesse et à la Vie étudiante, auprès de Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse, à la Vie étudiante et au Sport ;
- à la Maison pour tous Georges Brassens, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 05 . 06 . 2015

Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2489/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2490/T/R**

**Monsieur Abdi EL KANDOUSSI**  
**Conseiller municipal**  
**Délégué aux Ressources Humaines**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1991/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal, reçoit délégation:

- aux Ressources Humaines ;
- à la Maison pour tous Léo Lagrange, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03 . 06 . 2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2490/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°2015/2491/T/R

**Madame Chantal LEVY-RAMEAU**  
**Conseillère municipale déléguée au Patrimoine**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1999/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- au Patrimoine, auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture.
- à la Maison pour tous Marie Curie, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

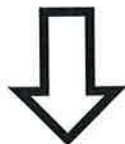
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03 . 06 . 2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2491/T/R

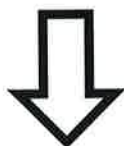
Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Chantal LEVY-RAMEAU

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2492/T/R**

**Monsieur Vincent HALUSKA**  
**Conseiller municipal**  
**Délégué aux Economies d'énergie et à la Formation**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/2003/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe délégué à la Réussite éducative ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- aux Economies d'Energie, auprès de Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- à la Formation, auprès de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;
- à la Restauration scolaire, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite éducative ;
- à la Maison pour tous Fanfonne Guillerme, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03 . 06 . 2015

Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2492/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Vincent HALUSKA



Signature (obligatoire) :

3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/2493/T/R**

**Madame Maud BODKIN**  
**Conseillère municipale**  
**Déléguee à la Démocratie participative**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1993/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Maud BODKIN, Conseillère municipale, reçoit délégation:

- à la Démocratie participative, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux maisons pour tous ;
- à la Maison pour tous François Villon, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Maud BODKIN, Conseillère municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02.06.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03.06.2015

Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/2494/T/R**

**Madame Chantal MARION**  
**Conseillère municipale**  
**Déléguée au Parc de Lunaret et aux Relations**  
**internationales liées à l'économie**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/2014/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Chantal MARION, Conseillère municipale, reçoit délégation:

- au Parc de Lunaret, auprès de Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine ;
- aux Relations internationales liées à l'économie, auprès de Monsieur le Maire ;
- à la Maison pour tous André Chamson, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Chantal MARION, Conseillère municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.



**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02.06.2015

Monsieur le Maire

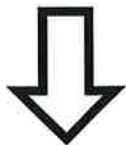
Philippe SAUREL

Publié le : 03.06.2015

Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2494/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Chantal MARION

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/2495/T/R**

**Madame Sophia AYACHE**  
**Conseillère municipale déléguée au Handicap**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/2007/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Annie YAGUE, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires Sociales ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Sophia AYACHE, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- au Handicap, auprès de Madame Annie YAGUE, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires Sociales ;
- à la Maison pour tous Antoine de Saint-Exupéry, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Sophia AYACHE, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02.06.2015

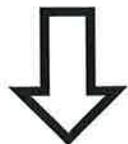
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03.06.2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2495/T/R

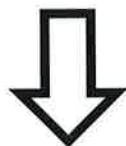
Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Sophia AYACHE

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/2496/T/R**

**Monsieur Fabien ABERT,  
7ème Adjoint au Maire  
Délégué à la Jeunesse et aux Sports  
Retire et remplace n° 2015/1976/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Fabien ABERT, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à la Jeunesse et aux Sports, comprenant :

- la Jeunesse ;
- la Vie étudiante ;
- le Sport.

Monsieur Fabien ABERT reçoit également délégation à la Maison pour Tous Marcel Pagnol, auprès de Monsieur Gérard Castre, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous.

Monsieur Fabien ABERT reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

## **Article 3 :**

La délégation de fonction consentie à Monsieur Fabien ABERT inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de fonction à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire et représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02.06.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03.06.2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2496/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Fabien ABERT



Signature (obligatoire) :

3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2498/T/R**

**Monsieur Patrick RIVAS Conseiller municipal délégué  
au Patrimoine scolaire et à l'Accueils de Loisirs Sans  
Hébergement  
Retire et remplace l'arrêté n°2015/2000/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Patrick RIVAS, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- Au patrimoine scolaire, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative.
- Aux Accueils de Loisirs Sans Hébergement auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative,
- A la Maison Pour Tous Albert Dubout auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Patrick RIVAS, Conseiller Municipal, reçoit cette délégation, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

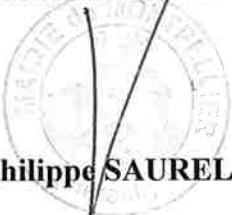


**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Valérie-Anne FIZE

Poste : 24181

Envoi du bordereau : 05 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2498/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Patrick RIVAS

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2500/T/R**

**Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 16<sup>e</sup> Adjointe  
au Maire, Déléguée aux Affaires économiques, au  
Commerce et à l'Artisanat  
Retire et remplace l'arrêté n°2015/1984/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 16<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation aux Affaires Economiques, au Commerce et à l'Artisanat, comprenant :

- l'Occupation commerciale du domaine public ; (conventions d'occupation, halles et marchés, terrasses...) ;
- le Tourisme ;
- les Affaires économiques (taxis, autorisations d'ouvertures et fermetures tardives et dominicales, transfert de tabac...) ;
- l'Animation et aux manifestations commerciales ;
- l'Emploi et l'insertion par l'économique ;
- le Développement économique ;
- le E-commerce.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit également délégation à la Maison pour Tous L'Escoutaire, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

## **Article 3 :**

La délégation de fonction consentie à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini par l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire

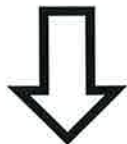


Publié le : 03/06/2015

Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Valérie-Anne FIZE

Poste : 24181

Envoi du bordereau : 05 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2500/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2501/T/R**

**Madame Patricia MIRALLES**  
**Conseillère municipale**  
**Déléguée aux Cultures Urbaines**  
**Retire et remplace l'arrêté n°2015/1992/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Patricia MIRALLES, Conseillère municipale, reçoit délégation:

- aux Cultures Urbaines,
- à la Maison pour Tous Jean-Pierre CAILLENS, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Madame Patricia MIRALLES reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/2502/T/R**

**Madame Nicole LIZA**  
**Conseillère municipale déléguée aux Archives et à la**  
**Comédie du Livre**  
**Retire et remplace n°2015/2004/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Nicole LIZA, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- aux Archives, auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture,
- à la Comédie du Livre, auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture,
- à la Maison Pour Tous Boris Vian, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Nicole LIZA, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015  
Notifié le :



1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Valérie-Anne FIZE

Poste : 24181

Envoi du bordereau : 05 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2502/T/R

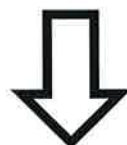
Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Nicole LIZA

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/2503/T/R**

**Monsieur Sauveur TORTORICI Conseiller municipal  
délégué aux Cultures de la Méditerranée  
Retire et remplace l'arrêté n°2015/1996/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Sauveur TORTORICI, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- aux Cultures de la Méditerranée,
- à la Maison pour Tous Melina Mercouri, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Sauveur TORTORICI, Conseiller Municipal, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Valérie-Anne FIZE

Poste : 24181

Envoi du bordereau : 05 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2503/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Monsieur Sauveur TORTORICI



Signature (obligatoire) :

3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Madame Stéphanie JANNIN**  
**2ème Adjointe au Maire**  
**Déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable**  
**Retire et remplace l'arrêté n° 2015/1973/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Stéphanie JANNIN, 2<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Urbanisme et l'Aménagement durable, notamment à la planification communale, aux actes relatifs et au suivi de toutes les procédures relatives à la planification urbaine, zones d'aménagement concerté (ZAC), aux zones d'aménagement différé (ZAD), aux projet urbains partenariaux (PUP), aux programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) ;
- à l'Urbanisme opérationnel, notamment à l'instruction, délivrance, contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux, etc...), y compris lorsque l'autorisation au titre du code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du code de la construction et de l'habitation, du code de l'environnement, du code du patrimoine) ;
- à la Protection et la mise en valeur du patrimoine, notamment au secteur sauvegardé, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;
- à la Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, tous les actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, à l'exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du code de l'urbanisme ;

- aux Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail,
- aux Procédures d'enquêtes publiques de classement et déclassement du domaine public prévues par le code de la voirie routière ;
- au Schéma d'urbanisme commercial ;
- au Plan Climat Energie Territorial (PCET) ;
- au Renouvellement urbain (dans le cadre de l'ANRU) ;
- aux Opérations Programmées de l'Habitat (OPAH) ;
- au Logement : droit au logement et service municipal de la caution, l'observatoire du logement précaire, l'hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO ;
- à l'Observatoire urbain.

Madame Stéphanie JANNIN reçoit également délégation à la Maison pour Tous Michel Colucci, auprès de Monsieur Gérard Castre, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous.

Madame Stéphanie JANNIN reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Stéphanie JANNIN reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

## **Article 3 :**

La délégation de fonction consentie à Madame Stéphanie JANNIN inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini par l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Stéphanie JANNIN reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 06 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 04 . 06 . 2015  
Notifié le :

1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Audrey AZEMA

Poste : 24179

Envoi du bordereau : 04 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2504/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Stéphanie JANNIN

Signature (obligatoire) :



3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.

**Madame Sonia KERANGUEVEN**  
**20ème Adjointe au Maire**  
**Déléguée au Quartier Hôpitaux-Facultés,**  
**à l'Innovation numérique,**  
**et au projet de Musée d'art contemporain**  
**Retire et remplace l'arrêté n°2015/1987/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n°2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire délégué à la Culture ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Sonia KERANGUEVEN, 20<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, officier d'état-civil, reçoit délégation :

- au Quartier Hôpitaux-Facultés ;
- à l'Innovation numérique auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint délégué à la Culture. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature ;
- au projet de Musée d'art contemporain, auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint délégué à la Culture. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature ;
- à la Maison Pour Tous Rosa Lee Parks auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.



## **Article 2 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

## **Article 3 :**

La délégation de fonction consentie à Madame Sonia KERANGUEVEN inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini par l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/06/2015

Monsieur le Maire

A circular official stamp of the City of Montpellier is visible behind the signature. The signature is a large, stylized 'V' shape.

Philippe SAUREL

Publié le : 03/06/2015

Notifié le :



1

# BORDEREAU DE NOTIFICATION



## Secrétariat général Service de l'Assemblée

Dossier suivi par : Valérie-Anne FIZE

Poste : 24181

Envoi du bordereau : 05 juin 2015

Arrêté municipal

N° 2015/2505/T/R

Du 02 juin 2015

2

## Elu (e) :

Madame Sonia KERANGUEVEN



Signature (obligatoire) :

3

## Retour Secrétariat général Service de l'Assemblée

Merci de retourner le bordereau signé  
dans les plus brefs délais.

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les  
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur  
notification aux intéressés.